



MIN AUNG HLAING

Président de la République de l'Union du Myanmar (depuis le 03 avril 2026)
Dirigeant d'État et Commandant en chef historique des Forces Armées.



L'échiquier politique national

Nation :	République de l'Union du Myanmar (Birmanie)
Capitale :	Naypyidaw
Régime :	Junte militaire (Conseil d'administration de l'État) en transition institutionnelle
Contexte :	Pays sous état d'urgence prolongé, marqué par une refonte totale de son paysage politique depuis 2021.



1972 - 1974

Les années de formation et l'Laram i l'intégration militaire

- Après l'obtention de son examen d'immatriculation au BEHS 1 Latha de Rangoon (1972) et une année de droit, il intègre l'Académie des services de défense en 1974.
- Peu apprécié de ses pairs — qui lui attribuent un surnom lié aux excréments de chat —, il gravit néanmoins les échelons grâce à une éthique de travail solitaire, peu propice à la collaboration.

L'ascension vers le commandement suprême (2002 - 2011)

Nommé commandant du Triangle Regional Command de l'État Shan oriental en 2002, il poursuit une ascension ininterrompue au sein de l'état-major.

Promu Général de division (2008), puis Lieutenant Général (2009), il atteint le sommet de l'institution en devenant le Commandant en chef des Forces Armées en 2011.



2002

Cmdt. Triangle
Regional Command

2008

Général de
division

2009

Lieutenant
Général

2011

Commandant en
chef des armées



FÉVRIER 2021 : LA PRISE DE POUVOIR

**Suite au coup d'État militaire du 1er février, il est immédiatement nommé
Dirigeant d'État en charge du gouvernement.**

**Il centralise rapidement le pouvoir absolu en devenant Président du Conseil
d'administration de l'État (2 février), puis Premier Ministre (1er août).**

État d'urgence et nouvel axe diplomatique (2022)



Sur le plan international, il rencontre Vladimir Poutine en septembre, scellant un rapprochement stratégique décisif avec la Russie.



Sur le plan national, la junte prolonge systématiquement l'état d'urgence dès janvier pour consolider son emprise institutionnelle.



L'intensification de la crise interne (2023)

Après une nouvelle prolongation de l'état d'urgence en février, il ordonne en juillet des opérations militaires d'envergure contre les groupes de résistance.

Cette offensive généralisée aggrave considérablement la crise humanitaire dans plusieurs régions stratégiques du pays.

En janvier, il négocie avec le chef des armées thaïlandaises pour renforcer la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et les incendies transfrontaliers.



Diplomatie régionale et présidence par intérim (2024)

Le 22 juillet, suite au retrait pour raisons de santé de Myint Swe, il assume officiellement la fonction de Président par intérim.



La pression de la justice pénale internationale (Novembre 2024)

La communauté internationale intensifie sa pression judiciaire à l'encontre du régime. Fin novembre, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) requiert l'émission d'un mandat d'arrêt à son encontre pour de présumés crimes contre l'humanité visant la minorité Rohingya.



La stratégie de légitimation institutionnelle (Hiver 2025 - 2026)



forced transition from military junta to an “elected” regime

- Entre décembre 2025 et janvier 2026, le régime organise des élections nationales.
- Fortement controversé et boycotté par l'opposition, ce scrutin tenu en plein conflit armé a pour objectif exclusif de légitimer institutionnellement le pouvoir issu du coup d'État.

La mutation constitutionnelle de mars 2026

30 Mars :

Exigence constitutionnelle oblige, il quitte officiellement son poste de commandant en chef des armées, transférant le pouvoir militaire au général Ye Win Oo.



31 Mars :

La chambre basse du nouveau Parlement l'élit candidat à la vice-présidence, levant l'ultime verrou institutionnel vers la magistrature suprême.



L'ABOUTISSEMENT : PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En fonction depuis le 03 avril 2026.

L'achèvement d'une trajectoire méthodique, transformant un pouvoir militaire absolu en une autorité présidentielle sanctuarisée par les nouvelles institutions de l'État.